

# REVUE DE LA PRESSE

---

## Arabe

### LES CONFESSIONS DE TOLÈDE

L'événement n'a peut-être pas l'importance que les impératifs politiques voudraient lui donner. Mais ce qui s'est passé à Tolède dans la première semaine de juillet va beaucoup plus loin, par les significations qu'il a eues et les possibilités d'évolution qu'il ouvre, qu'un simple geste politique. Les juifs orientaux ou d'origine orientale (les sépharades) qui sont venus d'Israël ou d'autres endroits du monde dans cette ville où le judaïsme avait connu une de ses plus grandes périodes d'épanouissement, sous la domination musulmane de l'Andalousie, ont apporté avec eux leur appui à l'initiative de paix palestinienne et la solution des deux États. Mais surtout, ils ont apporté des témoignages qui résument l'amère expérience vécue dans leur « État juif » et la frustration d'avoir rejoint un État qui les a coupés de leur civilisation orientale et de leur culture arabe.

La délégation officielle palestinienne au colloque « Juifs d'Orient et Palestiniens : un dialogue pour la paix israélo-arabe » qui était présidée par Abou Mazen et comprenait notamment Mahmoud Darwich, tous les deux membres du comité exécutif de l'OLP, a expliqué, à travers le discours d'inauguration du premier et le

discours de clôture du second, que la rencontre n'était pas destinée à mener des négociations politiques ni à rassurer les juifs en quête de « *garanties... et de solutions à leurs problèmes* ». Elle s'est donc appliquée à exposer la politique de l'OLP et à répondre aux arguments de la peur et de la frustration des juifs orientaux.

En face, les participants juifs orientaux ont parlé de tout concernant Israël, et de manière passablement anarchique : de la politique et du règlement du conflit du Proche-Orient, de leur expérience d'avant l'arrivée en Israël, de la vie (la souffrance) en Israël, de la frustration suscitée par l'effondrement du « rêve » sioniste, de la discrimination raciale. En un mot, ils ont parlé comme pour se confesser, comme s'ils voulaient apaiser leur esprit ou trouver une issue à l'impasse où ils sont.

Les juifs orientaux ou d'origine orientale qui ont participé à la rencontre de Tolède n'appartiennent pas, pour la plupart, à des partis politiques israéliens, encore que certains aient eu des expériences dans des partis de gauche, et ne représentent ni des syndicats, ni des institutions professionnelles ou autres. Chacun a parlé en son nom propre, avec spontanéité, comme s'il était dans un confessionnal ou sur le divan d'un psychanalyste. Quelques-uns seulement ont semblé vou-

loir réitérer les tentatives de dialogue politique avec l'OLP. Mais la rencontre n'était pas destinée aux négociations politiques. Et d'une certaine manière, elle a été dominée, si on peut dire, par un monologue juif oriental.

Le fait que les participants juifs orientaux ne constituent pas véritablement une délégation ne signifie pas, selon les organisateurs, que les préoccupations qu'ils ont exprimées et les problèmes qu'ils rencontrent ne concernent qu'eux parmi les Israéliens d'origine orientale. Au contraire, en tant qu'individus, ils reflètent des sensibilités et des orientations qui traversent la société sépharade en Israël. En ce sens, le témoignage public qu'ils ont apporté à Tolède montre que la « société sioniste » en Israël n'est pas le bloc monolithique qu'on croit, en tout cas du point de vue social, culturel et économique. Symboliquement, ceux qui connaissent l'arabe ont fait leur intervention dans cette langue. Ceux qui connaissent une autre langue étrangère l'ont utilisée. Finalement, ne se sont exprimés en hébreu que ceux qui ne parlent pas d'autre langue.

Leurs interventions soulignent que la création d'Israël a provoqué un « cataclysme » au Proche-Orient, une « injustice historique » qu'il convient de corriger maintenant par « un acte de justice historique ». En arrivant en Israël, ils ont trouvé que les juifs d'Occident (les ashkenazes) contrôlaient l'État et ses institutions politiques et sociales. Ils étaient dès lors condamnés à subir un « lavage de cerveau », à exercer les travaux pénibles, et à être la chair à canon en même temps que l'objet d'une oppression raciste due à la couleur de leur peau et à leur culture orientale. En un mot, ils devaient « vivre dans un enfer ».

Les juifs orientaux se sont ainsi retrouvés dans une structure sociale fondée sur la discrimination entre ashkenazes et sépharades, au profit des juifs occidentaux qui ne représentent actuellement que 40% des habitants d'Israël. Israël est une sorte de village occidental, ont souligné certaines

interventions, avec des valeurs culturelles occidentales et une politique ashkenaze. D'autres intervenants ont accusé les responsables juifs orientaux d'agir comme des représentants des ashkenazes auprès des sépharades et non l'inverse. On a également entendu des critiques contre les médias israéliens qui ne rendent pas compte de leurs actions pour la paix et de leur opposition à la politique gouvernementale.

Au cours de l'une des séances de discussion, qui s'est pratiquement limitée aux participants juifs, une polémique révélatrice a opposé le correspondant de *Hadashot* dans les territoires occupés, un ashkenaze, à la majorité des participants au sujet de la responsabilité de la répression et de la participation des orientaux dans la pratique de cette répression. Le journaliste de *Hadashot* a souligné que les orientaux votent pour le Likoud et qu'ils se montrent les plus durs dans la répression des manifestations dans les territoires occupés. Il lui a été répondu que le Maarakh ne représentait pas la gauche, que sa politique sociale a éreinté les Orientaux, que ses positions sur la paix sont ambiguës et que les Orientaux votent contre lui par réaction. L'un des intervenants a ajouté que « l'institution israélienne ashkenaze » exerce la discrimination jusque dans la colonisation, puisque les Orientaux sont placés aux frontières sans protection « et constituent une cible pour les opérations de fedayin », alors que les ashkenazes sont installés dans des colonies gardées par l'armée.

Cet échange, comme diverses interventions faites à Tolède, montre que la vision qu'ont les Orientaux de l'État israélien, de sa politique sociale, économique et surtout culturelle est en contradiction avec la vision qu'en ont les Occidentaux. Par là même apparaît la différence entre les rapports respectifs des deux communautés à cet État qui a maintenu les Orientaux « en marge de la vie israélienne pendant des décennies », cependant que les ashkenazes

avaient des difficultés à « s'acclimater à la nouvelle réalité ».

Cette réalité nouvelle, c'est la présence d'une majorité de juifs orientaux en Israël, avec le rôle et le poids plus importants qu'ils réclament en conséquence dans la vie israélienne. Mais la réalité nouvelle, c'est aussi, pour certains, le soulèvement dans les territoires occupés, qui exprime l'attachement des Palestiniens à leur droit à l'autodétermination et à l'initiative pacifique palestinienne qui doit y mener. Les participants ont été unanimes ici à juger que cette réalité représente une « occasion historique » pour le règlement et que la politique gouvernementale israélienne dilapide cette occasion. Ils ont été également unanimes à condamner cette politique, en exprimant la conviction qu'elle est en contradiction avec les espoirs des juifs orientaux en Israël et avec leurs aspirations à un règlement pacifique.

Dans les interventions qui ont été faites à Tolède, la distance n'était pas claire entre, d'une part, l'épreuve de la marginalisation et de la discrimination et, d'autre part, le règlement pacifique et la nécessité de corriger une injustice historique. La restauration de la justice mettra-t-elle fin à la marginalisation ou est-ce l'épreuve de la marginalisation qui incite à chercher une issue à travers la correction de cette injustice ? Dans les deux cas, la responsabilité incombe aux ashkenazes !

Cette « réalité nouvelle » est peut-être ce qui a motivé certains juifs orientaux et les a amenés à s'interroger, en faisant jaillir en eux la nostalgie des jours heureux qu'ils ont vécus dans leurs pays arabes avant l'immigration en Israël. Avec cette nostalgie affleure tout le substrat culturel populaire arabe. La réponse à l'aliénation dans la « société ashkenaze » prend alors la forme d'un effort destiné à redonner vie à ce substrat et à faire de ce bien partagé avec les Arabes l'insigne de la spécificité culturelle des juifs orientaux en Israël.

L'un des intervenants s'est ainsi écrié : « Je ne veux pas d'un divorce avec les Arabes, je suis un Oriental, je veux rester

avec les Palestiniens et je ne veux pas d'un mur qui nous séparerait. » Un autre a souligné qu'« il n'y a pas de crise entre les juifs et les Arabes, mais entre les cultures orientale et occidentale. » Un troisième s'est tourné vers la délégation palestinienne pour dire que « le combat culturel et social en Israël vous concerne. Nous appartenons au tiers-monde, cela ne nous intéresse pas d'appartenir à l'Europe. »

Les juifs orientaux sont en crise, la rencontre de Tolède le confirme. Mais les moyens de régler la crise ne sont pas clairs dans leur esprit. C'est pour cela qu'ils ont surtout exprimé ici leur angoisse et leur peur. L'angoisse du déchirement culturel, la peur d'un avenir explosif. Peut-être sont-ils venus dans cette ville de l'ancienne Andalousie pour se libérer de leur angoisse et dissiper leur peur. C'est pour cela qu'ils ont beaucoup parlé, espérant sans doute y trouver un apaisement.

Abdallah ISKANDAR  
*al-Yawm al-Sabi'*, 17 juillet 1989.

## LA FAIBLESSE DE PÉRÈS

Devant l'obstination de Yitzhak Shamir, le Premier ministre israélien, et son opposition à toute initiative sérieuse en direction de la paix, des voix s'élèvent qui rejettent sur le Likoud la responsabilité du blocage du processus de paix. Mais si nous admettons bien volontiers que le Likoud a des positions dures, le fait est que le bloc dirigé par Shamir ne peut s'entêter dans cette voie que grâce à la pusillanimité de Shimon Pérès, le chef du parti travailliste, partenaire de la coalition gouvernementale. Cette pusillanimité s'est reflétée sur la position de Pérès à l'intérieur du parti comme au gouvernement.

Quand le parti travailliste a menacé de se retirer de la coalition gouvernementale parce que Shamir avait accédé aux pressions du clan le plus extrémiste du Likoud, conduit par Ariel Sharon, David Levy et Yitzhak Modaï, le Premier